

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRETE DU 04 DEC. 2015

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

CALIBRAGE DE LA CHAUSSÉE DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 671
ENTRE CREON (PR 8+440) ET SAUVETERRE-DE-GUYENNE
(PR 33+297)
SECTION SAINT BRICE (PR 28+479) A
SAUVETERRE-DE-GUYENNE (PR 33+117)

ENQUETE PARCELLAIRE SUR LES COMMUNES DE SAINT BRICE ET
SAUVETERRE-DE-GUYENNE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.1, L311-1 à L311-3 et R131-3 à R131-11,

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 août 2007 déclarant d'utilité publique le projet de calibrage de la RD 671 entre CREON (PR 8+440) et SAUVETERRE-DE-GUYENNE (PR 33+297) sur le territoire des communes de CREON, LA SAUVE, SAINT-LEON, TARGON, FALEYRAS, BELLEBAT, BAIGNEAUX, MARTRES, SAINT-GENIS-DU-BOIS, COIRAC, DAUBEZE, SAINT-BRICE et SAUVETERRE-DE-GUYENNE,

VU l'arrêté en date du 19 juin 2012 prorogeant la validité de la déclaration d'utilité publique,

VU la lettre du Président Conseil départemental de la Gironde en date du 29 septembre 2015 demandant l'ouverture de l'enquête parcellaire pour l'opération citée ci-dessus,

VU le plan parcellaire des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération,

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant,

VU la décision en date du 31 décembre 2014 de la Commission Départementale chargée d'établir pour l'année 2015 la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour le Département de la Gironde,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

ARRETE

ARTICLE - Il sera procédé pendant 18 jours consécutifs **du mercredi 6 janvier 2016 au samedi 23 janvier 2016 inclus** sur le territoire des communes de SAINT BRICE et SAUVETERRE-DE-GUYENNE à une enquête parcellaire en vue de délimiter la liste des parcelles ou des droits réels immobiliers à exproprier pour la réalisation des travaux prévus à l'acte déclaratif d'utilité publique sus-énoncé.

Les plans et états parcellaires ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, préalablement cotés, paraphés et ouverts par les Maires seront déposés dans les mairies de SAINT BRICE et SAUVETERRE-DE-GUYENNE, afin que les personnes intéressées puissent en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public et consigner s'il y a lieu leurs observations sur les registres d'enquête.

Des observations écrites pourront également être adressées aux maires ou au commissaire enquêteur, à la mairie de Sauveterre-de-Guyenne, siège de l'enquête. Ces courriers seront joints aux registres d'enquêtes.

Notification de ce dépôt sera faite aux propriétaires intéressés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 2 - M. Alain RIOUFOL Général 2ème section, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

En cas d'empêchement de M. Alain RIOUFOL, M. Daniel LECLERC, ingénieur des travaux publics de l'Etat, est désigné en qualité de suppléant.

En outre, le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, dans les conditions suivantes :

à la Mairie de SAUVETERRE-DE-GUYENNE

- **mercredi 6 janvier 2016 de 9H à 12H**
- **samedi 23 janvier 2016 de 9H à 12H**

à la Mairie de SAINT BRICE

- **jeudi 14 janvier 2016 de 14H à 17H**
- **mardi 19 janvier 2016 de 14H à 17H**

ARTICLE 3 – Huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis sera publié par voie d'affiches et éventuellement, par tous autres procédés en usage dans les communes, par les soins des maires de SAINT-BRICE et de SAUVETERRE-DE-GUYENNE. Ces formalités devront être justifiées par un certificat des maires.

Cet avis d'enquête sera en outre, inséré par mes soins le 24 décembre 2015 et rappelé dans les huit premiers jours de la consultation, dans le journal Sud-Ouest.

ARTICLE 4 - La notification du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application des articles L.311-1 à L.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduits :

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés, sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité".

ARTICLE 5 - A l'expiration du délai fixé ci-dessus les registres d'enquête seront clos et signés par les maires et transmis dans les 24 heures, avec les dossiers d'enquête et les certificats d'affichage, au commissaire enquêteur.

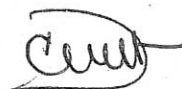
Celui-ci donnera son avis sur l'emprise des ouvrages et dressera le procès verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer. Ces opérations doivent être terminées dans le délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête.

ARTICLE 6 - Le commissaire enquêteur transmettra les dossiers de SAUVETERRE-DE-GUYENNE et de SAINT BRICE avec ses conclusions à M. le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde (Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde 2 rue Jules Ferry – Cité Administrative 33 090 BORDEAUX CEDEX) .

ARTICLE 7 – M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, M. le Président du Conseil Départemental de la Gironde, MM. les Maires de SAUVETERRE-DE-GUYENNE et de SAINT BRICE, M. le Commissaire Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 24 DEC. 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire général par intérim



Dominique CHRISTIAN